*DE LA CONDITION LÉGALE DES ÉTRANGERS
AU CANADA.*

SOMMAIRE.—1. Introduction.—2. Qui est étranger.—3. Qui est sujet Britannique.—4. Des sujets britanniques par droit de naissance.—5. De l'acquisition de la nationalité anglaise par un fait postérieur à la naissance : législation anglaise.—6. Législation canadienne.—7. Condition de l'étranger au Canada.—8. Jouissance des droits civils sans aucune condition de réciprocité.—9. Province de Québec.—10. Province d'Ontario.—11. Application aux étrangers des lois criminelles canadiennes.—12. Crime de trahison.—13. Régime applicable aux biens appartenant à des étrangers.—14. Lois d'Etat et de capacité.—15. Des étrangers témoins dans les testaments.—16. De la règle "locus regit actum."—17. De l'action en justice.—18. De la propriété des mines.—19. Des étrangers experts ou arbitres.—20. Incapacités dont les étrangers sont frappés.—21. Incapacité pour les étrangers d'être jurés.—22. De la caution "judicatum solvi."—23. Compétence : disposition analogue à celle de l'article 14 C. civ.—24. De la tutelle conférée à des étrangers.—25. De la caution judiciaire.—26. De la propriété des navires britanniques.—27. De l'exercice des fonctions et charges publiques.—28. Du service militaire.—29. De la propriété intellectuelle.—30. Du droit de pêche.—31. De la nationalité des directeurs de Société.—32. De la navigation dans les eaux du Canada.—33. De l'exécution des jugements étrangers.—34. Questions de droit international en matière de procédure.—35. De l'expulsion et de l'extradition des étrangers.—36. Des crimes commis à bord des navires britanniques et étrangers.—37. Conclusion.

1. INTRODUCTION.—Au moment où un traité de commerce vient, pour la première fois, d'être conclu entre la France et le Canada,¹ une étude sur la condition légale et la situation juridique de l'étranger dans cette partie de l'Amérique du Nord présente à la fois un intérêt d'actualité et un intérêt durable.

Dans un avenir prochain, l'action féconde de cette nouvelle convention sera sans doute la base d'un développement d'affaire considérable, et les relations de tous genres entre les deux pays atteindront des proportions inespérées hier. Il devra nécessairement s'ensuivre un accroissement sérieux du nombre de Français qui, pour plus ou moins longtemps, se porteront vers nos rives. Le temps est donc opportun de faire connaître aux Français, et à tous les étrangers en général, sous quelles conditions nos lois re-

¹ Le Président de la République a été autorisé, par une loi du 21 décembre 1894, à ratifier le traité franco-canadien du 6 février 1893. (*J. off.* du 27 décembre 1894).